

Paris, le 03/04/2025

CONSULTATION n° 2500497

OBJET : maintenance d'un système computer to plate Screen modèle PT-R4300E et de la chaîne graphique (flux du CTP), et fourniture de plaques offset

Madame, Monsieur,

Par le présent courrier, j'ai l'honneur de vous informer que le dossier de la consultation d'un marché portant sur la maintenance d'un système computer to plate Screen modèle PT-R4300E et de la chaîne graphique (flux du CTP), et fourniture de plaques offset est publié sur Maximilien.

Les caractéristiques du marché conclu au terme de la consultation sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCPAE).

Les conditions d'exécution du contrat comportent des considérations environnementales, détaillées à l'article 1.4.2 du CCPAE.

La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **6 mois** à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

Déroulement de la consultation

Le dossier de consultation publié sur la Plateforme Maximilien (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) comprend les documents suivants :

- La présente lettre de consultation ;
- L'annexe 1 à la lettre de consultation : l'attestation de visite ;
- Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CCPAE) ;
- Le bordereau des prix Unitaires (BPU) et le détail estimatif (DE) attaché ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de mémoire technique (CMT) ;
- L'annexe 1 au CMT (réponses aux exigences de sécurité).

Pendant la phase de consultation, les candidats doivent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme : <https://www.marches.maximilien.fr> au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de remise des plis.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sont transmises aux candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise de plis.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis son pli avant les modifications, il pourra remettre un nouveau pli complet sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limite de dépôt des plis.

Tout échange électronique est effectué sur la Plateforme Maximilien et l'attention du candidat est appelée sur la nécessaire vérification qu'aucun blocage de sécurité ne sera fait sur cette adresse.

Eléments exigés à l'appui des candidatures :

L'offre doit obligatoirement contenir les pièces suivantes :

- La lettre de candidature (formulaire DC1) et la déclaration du soumissionnaire (formulaire DC2) directement téléchargeables sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- L'absence de ces éléments dans l'offre remise par le candidat n'entraîne pas l'irrégularité de l'offre (document non obligatoire) mais est vivement souhaité.
- Les justificatifs concernant les aptitudes et capacités :
 - o **Capacité économique et financière des soumissionnaires :**
 - **Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire** portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
 - **Déclaration concernant le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles** en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
 - o **Capacités techniques et professionnelles :**

La liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé

Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. (Arrêté du 22 mars 2019 - article 3.2°)

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique/financière et technique/professionnelle par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur et notamment les fournir sur document libre.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Eléments exigés au titre de l'offre :

- Le CCPAE. Le candidat est invité à le signer électroniquement dès son dépôt sur la plateforme. Toutefois, sa signature n'est pas exigée lors de la remise de l'offre ;
- Le BPU, complété, daté et signé par le soumissionnaire et le DE rempli automatiquement avec les données renseignées au BPU ;
- Le CMT complété ;
- L'annexe 1 au CMT (réponses aux exigences de sécurité) complété. L'absence de ces éléments dans l'offre remise par le candidat n'entraîne pas l'irrégularité de l'offre ;
- L'annexe 1 à la présente lettre, l'attestation de visite rempli lors du déplacement sur site (la personne à contacter pour prendre rendez-vous est M. Bruno MARIE - Chef de l'atelier d'imprimerie reprographie de la DILT 19 boulevard Ney - 75018 Paris Tél. : 01 53 41 54 17 bruno.marie@paris.fr). La période de visite est ouverte à la date de publication et se termine 6 jours avant la date limite de la remise des offres. À l'issue de cette visite, les soumissionnaires devront faire signer par le représentant de l'administration le certificat de visite " Annexe à la lettre de consultation : CERTIFICAT DE VISITE qu'ils joindront dans leur offre à la consultation (document obligatoire).
L'offre d'un soumissionnaire n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire et/ou n'ayant pas remis le certificat de visite sera considérée comme irrégulière et sera éliminée.
- La déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 en cas de sous-traitance).

Vous êtes invité à retourner votre offre au plus tard le 14 mai 2025 à 16 heures, date limite de remise des offres

sur la plateforme de dématérialisation <https://marches.maximilien.fr>.

Motifs d'exclusion :

Outre les motifs d'exclusion prévus au code de la commande publique, en cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à sa demande ses observations, afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation ne serait pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. À défaut, il est exclu de la procédure de passation.

L'acheteur fixe, dans sa demande de justification, le délai imparti pour la réponse du candidat.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai l'acheteur qui l'exclut pour ce motif.

Examen des offres :

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

L'acheteur peut toutefois autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'acheteur pourra demander des précisions lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et des justifications lorsque l'offre paraît anormalement basse.

En cas de discordance entre les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix unitaire (BPU) et dans le Détail Estimatif (DE), une demande de précision sera transmise au soumissionnaire. Un courrier de régularisation pourra lui être adressé le cas échéant au regard des éléments de réponse apportés.

En cas d'absence de DE lors de la remise de l'offre, l'acheteur procédera à son calcul à partir des prix figurant au BPU du candidat, et c'est ce montant ainsi calculé qui sera noté.

Négociation

L'acheteur se réserve le droit de négocier soit sous forme de consultation par écrit (courriel), soit sous forme d'auditions physiques ou téléphoniques. Les soumissionnaires seront informés par Maximilien des conditions d'organisation ainsi que de la date, de l'heure et de la tenue de la négociation.

L'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initialement remises et sans négociation.

A l'issue des négociations, les offres finales régulières, acceptables et appropriées sont notées et classées au regard des critères d'attribution retenus.

Attribution du marché :

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur se fondera sur les critères suivants :

- **Critère n°1 : le prix, pondéré à 60%, apprécié sur la base du montant total HT du DE du soumissionnaire**

Méthode de notation pour le critère prix

En présence d'une seule offre à analyser, le prix sera analysé mais non noté.

En présence de deux offres ou plus à analyser, la note liée au critère « prix » sera calculée avec l'une des formules ci-après :

- La borne basse est la moyenne des offres moins 20 %

- La borne haute est la moyenne des offres plus 20 %.

Cas A :

Si toutes les offres sont situées dans une fourchette inférieure à plus ou moins 20% de la moyenne des offres :

Note de l'offre = $10 - [9 \times (\text{offre notée} - \text{borne basse}) / (\text{borne haute} - \text{borne basse})]$.

Cas B :

Si l'offre la moins-disante est inférieure de plus de 20% à la moyenne des offres :

Note de l'offre = $10 - [9 \times (\text{offre notée} - \text{offre moins-disante}) / (\text{borne haute} - \text{offre moins-disante})]$.

Cas C :

Si l'offre la plus-disante est supérieure de plus de 20% à la moyenne des offres :

Note de l'offre = $10 - [9 \times (\text{offre notée} - \text{borne basse}) / (\text{offre plus-disante} - \text{borne basse})]$.

Cas D :

Si l'offre la moins-disante et l'offre la plus-disante se situent à l'extérieur des bornes basse et haute :

Note de l'offre = $10 - [9 \times (\text{offre notée} - \text{offre moins-disante}) / (\text{offre plus-disante} - \text{offre moins-disante})]$.

Chaque critère sera noté sur 10 et chaque note se verra ensuite appliqué le coefficient de pondération. Le total

des points sera la note finale.

Dans l'hypothèse où au moins un des soumissionnaires est non assujetti à la TVA, les offres seront notées en TTC ou net de taxe.

- **Critère n° 2 : la qualité technique de l'offre, pondéré à 40%**
 - Sous-critère n° 1 : délais d'intervention, pondéré à 40%. Le prestataire précise :
 - 1) Délais d'intervention lors de la maintenance curative
 - a. Délais d'intervention en cas de panne (délai maximum de déplacement).
 - b. Délais maximaux de réparation en cas d'interventions nécessitent des pièces détachées.
 - 2) Délais de livraison des fournitures de plaques offset.
 - Sous-critère n° 2 : moyens humains, pondéré à 20%

Organisation de l'équipe dédiée à ce marché (préciser si les personnels sont en binôme, ainsi que l'organisation spécifique à la période de congés annuels) pour:

 - 1) Personnel technique
 - 2) Personnel administratif
 - Sous-critère n° 3 : moyens techniques, pondéré à 40%
 - 1) Modalités de mise en œuvre de la maintenance évolutive et solution de substitution pouvant être nécessaire (le soumissionnaire doit veiller à détailler ce point).
 - 2) Moyens techniques mis en œuvre pour la bonne réalisation du marché (hotline, outils de diagnostic, matériels techniques, boîte à outils à disposition pour les réparations et diagnostics...)

A chaque critère est attribuée une note de 1 à 10 ensuite affectée du coefficient afférent. Le classement des offres est obtenu par l'addition de notes attribuées pour chaque critère. Les soumissionnaires sont classés par ordre décroissant en fonction des notes finales.

Dans l'hypothèse où au moins un des soumissionnaires est non assujetti à la TVA, les offres sont notées en TTC ou net de taxe.

En cas d'attribution, vous serez invité à produire les documents suivants :

- **Le CCPAE complété, daté et signé de façon manuscrite ou électronique :**
- Les documents suivants :

Attestations demandées	Entreprises visées
Régularité fiscale	Tout soumissionnaire
Vigilance (cotisations sociales y compris travailleurs handicapés)	Tout soumissionnaire (le volet « travailleurs handicapés » ne concerne que les entreprises employant au moins 20 salariés)
Liste nominative des travailleurs étrangers	Soumissionnaire employant des travailleurs étrangers uniquement

La Ville de Paris utilise l'application e-attestation. Le titulaire est invité à déposer ses attestations tous les 6 mois sur la plateforme en ligne disponible gratuitement à l'adresse suivante <https://www.e-attestations.com>

D'autres documents sont également à produire sur demande de l'acheteur :

- Le cas échéant, la mise au point du marché, datée et signée ;
- Le cas échéant, le pouvoir du ou des signataires d'engager la personne qu'il représente ;
- En cas de groupement, les pouvoirs de signature et/ou financiers du mandataire ;
- En cas de sous-traitance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-traitant et le soumissionnaire, accompagnée des attestations fiscales et sociales du sous-traitant ;
- Un RIB ;
- Un justificatif d'immatriculation ;

- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité. En cas de groupement, cette attestation est à fournir par chacun des cotraitants.

Je vous remercie de votre participation et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression mes sentiments distingués.

La Maire de Paris et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop with a horizontal line extending to the left and a vertical line intersecting it.

Catherine BREAL
Cheffe du Bureau du Budget et des Marchés

